

## ANNEXE N°1 : Le cadre juridique du signalement et de traitement des événements indésirables graves

*Les articles L. 331-8-1 et R. 331-8 à R. 331-10 du Code de l'action sociale et des familles imposent au directeur d'un établissement ou à défaut, au responsable de de l'établissement de déclarer les événements indésirables graves au représentant de l'Etat dans le Département.*

*L'objectif de cette fiche d'information est de rappeler les règles de droit encadrant le signalement des événements indésirables graves. Elle s'articule autour de trois parties :*

1. *Définition de l'évènement indésirable grave (EIG)*
2. *La procédure de déclaration des EIG*
3. *L'obligation d'information du conseil de vie ou des groupes d'expression*

### 1. Définition de l'évènement indésirable grave

Le Code de l'action sociale et des familles<sup>1</sup> définit les événements indésirables graves (EIG) comme tout événement susceptible d'affecter la prise en charge des usagers, leur santé, leur sécurité, leur bien-être physique ou psychique, et leur accompagnement ou le respect de leur droit.

Les événements pouvant être caractérisés d'EIG sont énumérés en onze catégories par l'arrêté du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales<sup>2</sup>.

- 1) **Les sinistres et événements météorologiques exceptionnels** (ex : inondation, tempête, incendie, ...) ;
- 2) **Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipements techniques de la structure et les événements en santé environnement** (ex : panne prolongée d'électricité ou de chauffage, épidémie, maladie infectieuse, etc.) ;
- 3) **Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines** (ex : absence imprévue de plusieurs personnels, etc.) ;
- 4) **Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance** (ex : erreur dans la distribution de médicament, traitement inadapté, retard dans la prise en charge ou le traitement apporté, etc.) ;
- 5) **Les situations de perturbation de l'organisation ou du fonctionnement de la structure liées à des difficultés relationnelles récurrentes avec la famille ou les proches d'une personne prise en charge, ou du fait d'autres personnes extérieures à la structure** (ex :

---

<sup>1</sup> Article L331-8-1 du Code de l'action sociale et des familles

<sup>2</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033749053>

conflit important sur la prise en charge d'une personne, menaces répétées, défiance, etc.) ;

- 6) **Les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne** (ex : suite à une chute, etc.) ;
- 7) **Les suicides et tentatives de suicide, au sein des structures, de personnes prises en charge ou de personnels ;**
- 8) **Les situations de maltraitance à l'égard de personnes accueillies ou prises en charge** (ex : violence physique, psychologique ou morale, agression sexuelle, négligence grave, privation de droit, vol, comportement d'emprise, isolement vis-à-vis des proches, etc.) ;
- 9) **Les disparitions de personnes accueillies, quand les services de police ou de gendarmerie sont alertés ;**
- 10) **Les comportements violents de la part d'usagers**, à l'égard d'autres usagers ou à l'égard de professionnels, au sein de la structure, ainsi que **les manquements graves au règlement du lieu d'hébergement ou d'accueil** qui compromettent la prise en charge de ces personnes ou celle d'autres usagers (ex : agressivité, menaces, violence physique, agression sexuelle, non-respect des règles de vie en collectivité, comportements inadaptés ou délictueux, etc.) ;
- 11) **Les actes de malveillance au sein de la structure** (ex : détérioration volontaire etc.).

Les exemples illustrant les onze les catégories d'EIG ci-dessus ne constituent pas une liste exhaustive, mais ont vocation à aider à l'identification des dysfonctionnements et événements qui relèvent de chaque catégorie d'EIG.

En revanche, les événements n'entrant pas dans les catégories énumérées par l'arrêté ne sont pas des événements indésirables graves au sens du CASF.

Ainsi, pour exemple, les faits de radicalisation ne sont pas un EIG mais relèvent d'un dispositif spécifique de signalement de ces faits est prévu par un numéro vert dédié (0 800 005 696).

De même, le signalement des décès à la rue ne relève pas d'un signalement au titre des EIG.

## **2. La procédure de déclaration des EIG**

### 2.1 Les structures ou services concernés

Sont concernés par l'obligation de signalement les structures d'hébergement déclarées ainsi que celles faisant l'objet d'une autorisation.

Ainsi pour l'hébergement généraliste, sont concernés pour cette obligation :

- Les centres d'hébergement d'urgence ;
- Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

Concernant le parc d'hébergement pour demandeurs d'asile et réfugiés, sont assujettis à l'obligation de déclaration :

- Le parc du dispositif national d'accueil (DNA), comprenant les centres d'accueil et d'évaluation des situations (CAES), les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), l'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA), le Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (PRAHDA) et les centre d'hébergement provisoire (CPH) ;
- Le parc d'hébergement pour les bénéficiaires de la protection temporaire (BPT) d'Ukraine.

Les SAS régionaux relevant des programmes 177 et 303 doivent également déclarer les EIG.

Enfin, les mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM), les délégués aux prestations familiales (DPF) ont également l'obligation de signaler les EIG.

En revanche, les structures suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de signalement mais sont incitées à déclarer les EIG selon le cadre défini dans la présente fiche :

- Les dispositifs de la veille sociale (maraudes, accueils de jour) ;
- Le logement adapté (résidences sociales, pensions de familles, intermédiation locative, foyers de jeunes travailleurs, etc.) ;
- Les résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS) ;
- Le dispositif de réinstallation.

## 2.2. Les modalités et délais de déclaration

Le CASF impose au directeur d'un établissement ou à défaut, au responsable de la structure, de transmettre **sans délai** les informations relatives aux événements indésirables graves aux préfets de département tant pour les structures faisant l'objet d'une autorisation que les structures déclarées<sup>3</sup>.

La déclaration de ces événements doit se faire au préfet de département<sup>4</sup> : En pratique cette déclaration se fait généralement à la DDETS et parfois aux les services préfectoraux en fonction des organisations locales des services déconcentrés.

La déclaration de l'EIG doit se faire par le formulaire tel que défini par l'arrêté du 28 décembre 2016 précité et qui est désormais disponible par voie dématérialisée et accessible par le lien qui suit : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/formulaire-de-signalement>

Lorsque le signalement a été transmis à l'oral, il doit impérativement faire l'objet d'une déclaration écrite dans les 48 heures, par le formulaire dématérialisé précité.

Les événements relevant des catégories définies dans l'arrêté précité du 28 décembre 2016 doivent être signalés dans les seuls cas où ils sont considérés comme étant graves. La gravité

---

<sup>3</sup> Article R. 331-8 du code de l'action sociale et des familles

<sup>4</sup> Article L. 331-8-1 du code de l'action sociale et des familles

s'apprécie in concreto, au cas par cas, en fonction des circonstances dans lesquelles s'est déroulé l'évènement dont il s'agit.

Pour exemple, une chaudière inutilisable pendant deux jours en été n'a pas le même impact pour le personnel et les personnes accueillies qu'une panne similaire lors d'un épisode de grand froid.

En revanche, tout fait de violence ou de maltraitance est par définition d'une gravité telle qu'il doit être déclaré.

Enfin, le signalement de ce type d'EIG à la DDETS ou à la préfecture ne dispense aucunement les directeurs d'établissement (ou responsables de structure) de signaler ces éléments aux autorités judiciaires compétentes (ex : signalement au procureur de la république etc.). Il s'agit en effet de procédures distinctes, autonomes et complémentaires (cf. annexe n°2).

### 2.3 La nature des informations à transmettre lors du signalement de l'EIG

La nature et le contenu des informations à transmettre lors du signalement d'un EIG sont définis dans le formulaire. Elles comprennent notamment les éléments suivants :

- 1) **Informations sur l'établissement au sein duquel s'est produit l'EIG et sa localisation** (type de structure, adresse etc.) ;
- 2) **Circonstances et déroulement des faits** : Description des faits constatés, conséquences constatées pour la ou les personne(s) exposée(s), nature des faits et ses conséquences éventuelles pour le personnel ou le fonctionnement de l'organisation de l'établissement ;
- 3) **Personnes exposées** : Nombre personnes exposées ou victimes (adulte ou enfant) parmi les personnes hébergées ou accueillies, les personnes bénévoles, les professionnels ou les personnes extérieures à l'établissement ;
- 4) **Mesures immédiates prises par l'établissement et informations communiquées** : Communication de l'information à des autorités administratives ou judiciaires, au sein de la structure ou à l'entourage, intervention éventuelle des secours, mesures immédiates prises pour protéger, accompagner ou soutenir la ou les personne(s) exposée(s) ou à l'égard des autres personnes accueillies dans l'établissement ou du personnel, dépôt de plainte éventuel etc. ;
- 5) **Dispositions envisagées à moyen terme par la structure ou l'établissement** : Dispositions prises concernant les personnes accueillies ou hébergées, le personnel, l'organisation du travail ou concernant la structure ainsi que le calendrier des mesures correctives envisagées et les évolutions prévisibles ou difficultés attendues ;
- 6) **Répercussions médiatiques** ;
- 7) **Informations relatives au déclarant.**

**Attention :** Les informations transmises dans ce cadre ne doivent contenir aucune donnée nominative et doivent garantir par leur contenu l'anonymat des personnes accueillies et du personnel, excepté les prénoms et noms de la personne déclarante (3<sup>ème</sup> alinéa de l'article R. 331-8 du CASF).

### **3. L'obligation d'information du conseil de vie ou des groupes d'expression**

Le directeur de l'établissement, du service, du lieu de vie ou du lieu d'accueil ou, à défaut, le responsable de la structure doit informer le conseil de la vie sociale de l'établissement, du service, du lieu de vie ou du lieu d'accueil concerné ou, à défaut, les groupes d'expression prévus au 1<sup>o</sup> de l'article D. 311-21 du CASF<sup>5</sup> de la survenance d'un EIG en leur précisant la nature du dysfonctionnement ou de l'événement ainsi que, le cas échéant, les dispositions prises ou envisagées par la structure pour remédier à cette situation et en éviter la reproduction.

---

<sup>5</sup> Groupes d'expression institués au niveau de l'ensemble de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil, ou d'un service ou d'un ensemble de services de ceux-ci.